

DE LA SANTE DE VOS PIGEONS
 — Apprendre les soins aux pigeons —
 Rappelez-vous que vous trouvez toujours les produits vétérinaires de toutes marques : Demont, Pige, Ramier, Fichet, Pigeant, etc., etc., à la
Pharm. du Progrès
 A. OHLBAERE, Pharm.
 103, Grande-Rue, 103
ROUBAIX

Journal de Roubaix

DIRECTRICE: MADAME VEUVE ALFRED REBOUX

ABONNEMENTS

Nord et limitrophes.....	à mois, 22.00	6 mois, 45.00	1 an, 75.00
Autres départements.....	— 23.00	— 46.00	— 78.00
Belgique.....	— 24.00	— 47.00	— 79.00
Union Postale Tarif A.....	— 25.00	— 48.00	— 80.00
Union Postale Tarif B.....	— 26.00	— 49.00	— 81.00
Tarif B.....	— 27.00	— 50.00	— 82.00

ANNONCES
REDACTION

ROUBAIX 65 à 71, Grande-Rue. Tél. 24, 9.00 et 19.00. Int. 6.
TOURCOING 28, rue Carnot. Tél. 37.
LILLE 12, boulevard des Italiens. Tél. 57.07.
PARIS 12, boulevard des Italiens. Tél. Louvre 09.49.
MOULROUX 100, rue de la Station. Tél. 5.44.

AMEUBLEMENTS DÉCORATION
MERCIER
 179, Rue Nationale
 LILLE
 LUSTRIERIE
 PAPIERS PEINTS

BILLET PARISIEN

LE MONDE SUSPENDU AUX DÉCISIONS DE LA FRANCE

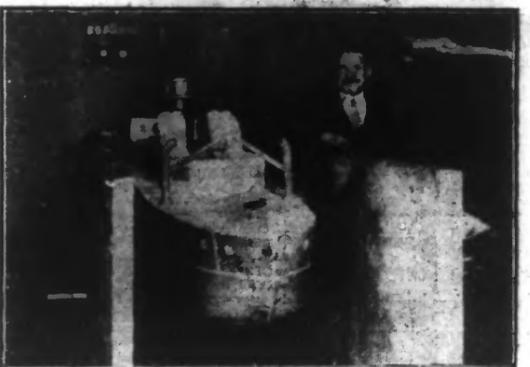
(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL.)
 PARIS, 25 JUIN (MINUT).
 Les événements se précipitent. M. Mellon, secrétaire d'Etat américain aux Finances, aura vendredi un important entretien avec le Président du Conseil et M. Flandin, ministre des Finances. De son côté, M. Briand, qui avait déjà reçu mardi M. Von Hoersch, ambassadeur d'Allemagne, a eu avec lui un nouvel entretien. Quelle est la signification de ces faits en apparence sans liaison et qui montrent l'activité des négociations officielles et officieuses engagées entre les gouvernements depuis le manifeste retentissant du Président Hoover ?
 Un point doit tout d'abord être marqué au passage : la réponse française à la proposition américaine, réponse qui s'inspire du souci de sauvegarder les droits de la France à de légitimes — et d'ailleurs indispensables — réparations, n'a pas été accueillie à Washington avec la mauvaise humeur que les journaux américains semblent témoigner à notre égard. Ne disai-je pas dans certaines dépêches que la proposition du Président Hoover était à prendre ou à laisser et que nos réserves n'avaient pas été admises ? A la vérité, une pareille attitude eût été aussi absurde que révoltante. Le dessein du Président des Etats-Unis était le relèvement économique de l'Europe, on n'imagine pas qu'il ait renoncé à cette initiative pour la seule raison que la France demande qu'on ne l'impose pas pour sauver l'Allemagne. On peut être sûr que nos observations seront prises en considération et pourront servir de base à des négociations qui vont se poursuivre sans tarder, après les échanges de vues qu'aura demain le Président du Conseil avec M. Mellon. On saura mieux d'ailleurs jusqu'à quel point il nous est possible de collaborer à l'initiative américaine qui, générale en soi, pourrait devenir la plus monstrueuse des iniquités si l'on ne faisait pas droit à nos revendications.
 Du côté de l'Allemagne, nous ne sommes pas moins fondés à maintenir les droits que nous confèrent les traités. MM. Brüning et Curtius ayant exprimé le désir de se rencontrer avec nos dirigeants, M. Briand leur fait savoir que le Gouvernement français les accueillera avec plaisir à Paris. La France est toujours disposée à discuter avec tous les gouvernements les arrangements raisonnables qui pourraient lui être proposés. Elle n'en sera que plus à l'aise pour demander qu'on tienne compte de ses propres difficultés, tant budgétaires qu'économiques.
 R... S...

LETTRÉ DE BRUXELLES

Une heure dramatique pour la latinité

(DE NOTRE CORRESPONDANT PARTICULIER.)
 BRUXELLES, 26 JUIN 1931.
 Ce qu'on signalait ici dès le premier jour se réalise. La Chambre et le Sénat, qui auront en tout état de cause à se prononcer en dernier ressort sur la proposition de M. Hoover, viennent d'indiquer qu'ils ne se résoudront pas à l'accepter dans sa forme première. Ils veulent qu'elle fasse à la Belgique un sort particulier, tel qu'il a été défini par les Alliés et par l'Allemagne elle-même dès août 1914. Personne ne s'imagine que M. Hoover reniera les engagements solennels que les Etats-Unis ont pris vis-à-vis de la Belgique au sujet des réparations.
 Cela étant acquis, et la Chambre et le Sénat ayant indiqué au Gouvernement dans quel sens il pouvait marcher au cours de conversations qui vont s'ouvrir, le pays va suivre avec calme, mais aussi avec une scrupuleuse attention, les travaux de la prochaine conférence. Il n'en est point enthousiaste. Il sait que toutes les conférences internationales qui se sont multipliées depuis la déroute des Allemands ont constitué pour ceux-ci autant de victoires. Il pressent déjà que le plan Hoover va être le Vercain du Reich. N'importe, il espère que le Gouvernement fera son devoir et ne sacrifiera rien des droits sacrés de la Belgique.
 Nous n'avons rien pour imposer, sinon l'amour du devoir et la conscience de l'accomplir au mieux. Nous sommes une puissance à « intérêts limités », suivant la formule du Traité de Versailles. L'Amérique nous tient par la puissance de son or et la rigidité de ses hommes d'affaires. L'héroïsme de la guerre, le sang versé, les morts, les invalides, les déportés, tout cela a été commercialisé, mis en compte courant par le plan Young.
 La latinité et son âme si claire, si fine, si chevaleresque; nos croix, nos chevaliers, nos moines, nos grondeurs, nos poètes et nos justes, tout ce type générique que l'on trouve à chaque étape de notre histoire depuis « la chanson de Roland », tout cela aujourd'hui doit-il céder le pas à l'américanisme ?
 C'est celui-ci qui étend son règne sur l'Europe. La civilisation chrétienne si généreuse, grande pair d'ailes qui a élevé l'Europe latine à des hauteurs si belles, est de plus en plus reléguée à l'arrière-plan. C'est le règne des affaires, c'est le règne de l'or qui commence à la place du règne du cœur. C'est cette constatation, hélas, qui donne à l'idée de M. Hoover une signification vraiment dramatique.
 R... S...

Une avarie retarde les expériences du bateau insubmersible



M. CHARTRAIN ET SON BATEAU QUI SERAIT INSUBMERSIBLE. (W.F.P.)
 VICHY, 25 JUIN. — Le bateau modèle pour les expériences de M. Chartrain qui prendrait avin résolu le problème de l'insubmersibilité des navires, a subi quelques avaries dans le transport de Clermont-Ferrand à Vichy. Ainsi, les expériences n'ont pas été concluantes, d'autres épreuves ont lieu aujourd'hui. M. Chartrain a fait une conférence technique sur la structure de son modèle.

Une grave affaire de divulgation de télégrammes chiffrés des Affaires étrangères

Paris, 25 juin. — Une délicate affaire intéressant l'un des services administratifs du Quai d'Orsay vient d'aboutir, après plusieurs jours d'investigations tenues soigneusement secrètes. A l'arrestation d'un employé du ministère des Affaires étrangères et à celle de deux complices qui se seraient rendus coupables de divulgation de documents diplomatiques.
 Voici les faits tels qu'ils ressortent des premiers renseignements recueillis. La discrétion, bien naturelle du reste, que l'on observe dans les milieux officiels.
 Tout d'abord, on s'aperçut, à la direction des affaires étrangères, qu'une indiscrétion concernant un télégramme chiffré avait été commise. Cela ne laissait pas d'être inquiétant, étant donné qu'on ne pouvait soupçonner qu'un personnel de choix qui possédait depuis longtemps la pleine et entière confiance de ses chefs.
 La surveillance redoubla et les enquêteurs prirent en flagrant délit un employé spécialement chargé de la réception et de la traduction des télégrammes, au moment où il remettait à une personne étrangère à l'administration des documents strictement confidentiels. Naturellement, ceux-ci avaient été au préalable traduits. Ils provenaient de différents consulats et ambassades.
 On l'arrêta sur-le-champ en dehors du ministère.
 Un complice, filé à son tour, fut appréhendé à son domicile, où l'on saisit des papiers compromettants qui ne laissent aucun doute sur sa culpabilité. Un troisième complice mêlé à ces tractations dans des conditions qu'il reste à déterminer, fut également incarcéré.
 M. Peyre, juge d'instruction, a été désigné par le Parquet pour ouvrir une information dans cette affaire. Il a fait écrouer à la prison de la Santé M. Gagnaud, 50 ans, employé au bureau du chiffre, ayant le grade de chancelier et M. Cohard, coiffeur.
 M. Gagnaud aurait dérobé un certain nombre de messages chiffrés et écrits et les aurait remis à M. Cohard, afin de faciliter des opérations en Bourse. La plupart de ces documents provenaient d'Amérique.
 Les deux hommes ont déclaré qu'ils avaient agi pour leur propre compte; cependant l'enquête cherche à établir s'ils ne se livraient pas à ce trafic pour le compte d'un banquier.
 Des perquisitions ont été effectuées par la Sûreté au domicile de M. Gagnaud, 55, rue Didot et au domicile de M. Cohard, 45, rue de l'Arcade. On a découvert un certain nombre de télégrammes et de documents provenant du ministère des Affaires étrangères.
 Deux aviateurs danois ont traversé l'Atlantique et atterri en Allemagne.
 Crefeld, 25 juin. — Les deux aviateurs danois Hiller et Holris qui avaient quitté New-York, mercredi à 7 h. 30 (heure locale), ont atterri cette après-midi, à 17 h. 30, (heure de l'Europe centrale) sur l'aérodrome de Crefeld.
 Pendant toute la traversée, ils ont eu à lutter contre le mauvais temps. Pendant treize heures ils ont volé à des hauteurs de plus de 4.000 mètres.
 Vers une heure du matin ils aperçurent la côte espagnole et continuèrent leur voyage sans atterrir à travers la France.
 La vitesse moyenne pendant la traversée a été de 150 kilomètres à l'heure. Les aviateurs se sont nourris exclusivement de chocolat.
 Après un arrêt d'une heure, à Crefeld, Hiller et Holris ont repris leur vol vers Copenhague à 18 h. 45. Leur départ s'est effectué sans incident.
 Les aviateurs américains Post et Gatty ont atterri à Moscou.
 Berlin, 25 juin. — Les aviateurs américains Post et Gatty, qui entre-

APRÈS L'ARRESTATION A WATTRELOS DES DEUX ASSASSINS DE LA CABARETIÈRE DE L'AVENUE DE MAIRE, A TOURNAI

La prompte arrestation, grâce à l'habileté de la police belge et française, du meurtrier de M^{me} Moulron, la cabaretière de l'avenue de Maire à Tournai, tuée dans des circonstances que nous avons rapportées longuement, et de son complice a provoqué dans la région et spécialement à Tournai une impression de soulagement. Partout on est heureux que la Justice ait rapidement mis la main sur ces dangereux individus.
Les meurtriers sont écroués
 Désiré Declercq, l'assassin, et James Moore, son complice qui, depuis leur arrestation mercredi, étaient internés à la gendarmerie de Wattrelos ont été conduits jeudi matin à la prison de Loos et écroués.
 La nouvelle de leur départ avait provoqué aux alentours de la gendarmerie une animation inaccoutumée. 2 à 4 heures, de nombreux curieux stationnaient commentant le crime avec indignation et attendant la sortie des prisonniers.
 Pour soustraire ceux-ci à l'hostilité de la foule qui aurait pu leur faire un mauvais parti, le commandant de



A gauche: LA MAISON DU MEURTRIER, RUE DE LA MONTAGNE, A HÉRSÉAUX. A droite: LE HANGAR DANS LEQUEL LE MEURTRIER S'EST CACHÉ MERCREDI, A L'ARRIVÉE DE LA POLICE, A WATTRELOS.

la brigade avait décidé que, contrairement à ce qui se fait d'habitude pour le « menu fretin » des malfaiteurs ils seraient transportés non en tramway mais en automobile.
 La maison Declercq-Dupire fut obligamment une voiture à cette intention, mais on s'aperçut bientôt qu'elle était trop petite pour contenir les prisonniers et leur escorte. Elle retourna donc à l'usage.
 Mais la foule la suivit, trompée par ce faux départ en poussant des cris: « A mort ».
 La plus grande voiture arriva bientôt. Les gendarmes y pénétrèrent vivement, les meurtriers et l'auto dimarras, poursuivie par les cris de la foule.
 A la sortie de la caserne, une femme qui se trouvait tout à côté de l'entrée, avait réussi à frapper James Moore d'un coup de poing à la tête.
Un geste qui surprend
 Dans l'entourage du meurtrier Declercq, on se montre très étonné de sa conduite. Sa famille est très honorable, et ses voisins, ses amis, ses patrons avaient toute confiance en lui.
 La paix régnait dans le ménage et la femme de Declercq était à cent lieues de supposer la triste vérité.
 La brigade avait décidé que, contrairement à ce qui se fait d'habitude pour le « menu fretin » des malfaiteurs ils seraient transportés non en tramway mais en automobile.
 La maison Declercq-Dupire fut obligamment une voiture à cette intention, mais on s'aperçut bientôt qu'elle était trop petite pour contenir les prisonniers et leur escorte. Elle retourna donc à l'usage.
 Mais la foule la suivit, trompée par ce faux départ en poussant des cris: « A mort ».
 La plus grande voiture arriva bientôt. Les gendarmes y pénétrèrent vivement, les meurtriers et l'auto dimarras, poursuivie par les cris de la foule.
 A la sortie de la caserne, une femme qui se trouvait tout à côté de l'entrée, avait réussi à frapper James Moore d'un coup de poing à la tête.
Un geste qui surprend
 Dans l'entourage du meurtrier Declercq, on se montre très étonné de sa conduite. Sa famille est très honorable, et ses voisins, ses amis, ses patrons avaient toute confiance en lui.
 La paix régnait dans le ménage et la femme de Declercq était à cent lieues de supposer la triste vérité.

Le nouvel ambassadeur de Belgique au Brésil



M. FERNAND PELTZER, nouvel ambassadeur de Belgique au Brésil, avec le président GETULIO VARGAS (à gauche), auquel il a présenté ses lettres de créance.

Les funérailles de M. Armand Fallières

Agen, 25 juin. — Au milieu d'un grand concours de population, ce matin, à Mézin, ont eu lieu les obsèques de M. Armand Fallières, ancien président de la République.
 Le train de Paris, dès les premières heures, avait amené à Agen les représentants du Parlement et du gouvernement. Le général Braconnier, chef de la maison militaire du président de la République, représente M. Paul Doumer, M. Lebrun, président du Sénat, a pris la tête d'une délégation qui comprend MM. Rabier, Labrousse et Bari; MM. Monceille, vice-président de la Chambre des députés, et Blanc, représentant la Chambre des députés.
 Le gouvernement a délégué MM. Mario Roustan, ministre de l'Instruction publique, et Pierre Cathala, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur. M. Briand est représenté par le sous-directeur de son cabinet, M. Domenger. Sont également présents, les parlementaires de la région: MM. Georges Leygues, ancien président du Conseil; Marraud, Laboulbène, Carrière, Triaud-Graverson, Courrent et M. Pierre Roustan, René Bousquet et les représentants des ministères.
 A l'issue de la cérémonie religieuse des discours ont été prononcés par MM. Georges Leygues, Marraud, au nom du Conseil général dont il est le président; Mario Roustan, au nom du gouvernement.

Le texte de la réponse française à M. Hoover sera communiqué aujourd'hui à la Chambre

Paris, 25 juin. — Conformément à l'engagement qu'il a pris, avant-hier, M. Pierre Laval, président du Conseil, donnera connaissance à la Chambre, demain après-midi, de la réponse du gouvernement français à la proposition de M. Hoover, touchant le moratoire des versements de l'Allemande et des autres puissances intéressées aux règlements des réparations et des dettes entre alliés.
 Après cette communication du gouvernement s'ouvrira la discussion des onze interpellations déposées à ce sujet. En plus des interpellateurs ont été mandatés pour prendre la parole dans le débat, MM. Chabrun, socialiste français; Guernut, indépendant de gauche; Franklin-Rouillon, gauche sociale et radicale; Paul-Boncour et Renaudel, socialistes.
 D'autre part deux orateurs non mandatés, MM. Deloit et Gigoux de l'Action démocratique et sociale, ont demandé également à intervenir.
 De nombreuses conversations ont eu lieu au cours de la journée au sein des groupes politiques de la majorité et de l'opposition entre les représentants des diverses fractions de l'Assemblée. Il ressort de ces conversations qu'une sérieuse tentative de regroupement de toutes les forces parlementaires autour du gouvernement de M. Pierre Laval, a été tentée aujourd'hui et se poursuivra demain.
 Les représentants les mieux qualifiés des diverses opinions comme M. Herriot, président du groupe radical-socialiste; M. Sibille, président du groupe des républicains de gauche; M. Laurent-Bonafant, président de la gauche radicale se sont trouvés d'accord pour élever le débat au-dessus des considérations de personne ou de parti et pour en écarter toute préoccupation de politique intérieure.
 C'est dans cet esprit que sera élaboré l'ordre du jour qui sera adopté par le gouvernement comme conclusion de la discussion. Ce texte, tout en s'associant à l'offre américaine, en vue d'une collaboration européenne, ne manquera cependant pas de faire allusion à l'intangibilité du plan Young et des principes qui y sont contenus, selon le vœu de toutes les formations politiques.
A Washington, on va examiner avec soin les réserves françaises
 On peut considérer que le gouvernement américain voit dans la réponse française une acceptation des propositions Hoover dans ses lignes générales. Les réserves faites par la France quant à l'annuité inconditionnelle, vont recevoir un examen attentif.
 Il est possible que les Etats-Unis fassent des contre-propositions, mais ce qui est important, c'est que l'admission, qui avait paru tout d'abord ne vouloir envisager qu'une acceptation absolue par toutes les puissances de son plan, ne considère pas aujourd'hui les réserves françaises comme constituant une déviation inacceptable de son projet primitif.
 A l'issue des conversations qui ont eu lieu à la Maison Blanche, à la réception de la réponse française, M. Stimson s'est déclaré optimiste. Il a ajouté qu'il était convaincu que la question serait résolue, même si elle devait demander du temps et de la patience.
M. Mellon à Paris
 Pour pouvoir donner effet à sa proposition le 1^{er} juillet, le président Hoover a prescrit à M. Mellon, secrétaire d'Etat au Trésor américain, de quitter Londres immédiatement pour Paris.
 M. Mellon est donc parti jeudi matin, à 11 h., pour Paris, où il est arrivé, cet après-midi. Il aura, dès demain, des entretiens avec diverses personnalités officielles. Le ministre américain s'entreliera notamment avec M. Pierre Laval et M. Flandin. Le président du Conseil français et le secrétaire d'Etat américain déjeuneront ensemble demain.
 Aucune déclaration définitive n'est

Les secrets espoirs de l'Allemagne

L'Allemagne entière a, en ce moment, les yeux tournés vers Paris. Dans tous les milieux, on attend avec une très grande impatience et une certaine anxiété les déclarations par lesquelles le gouvernement français fera connaître à la fois sa réponse à la proposition Hoover et son sentiment sur ce qui concerne le discours du chancelier Brüning, radiodiffusé mardi soir.
 Il semble même qu'à l'heure actuelle, c'est la réaction française à l'égard du discours du chancelier qui préoccupe le plus les milieux gouvernementaux allemands. Le discours de M. Brüning est considéré à Berlin, comme un acte politique de la plus haute importance qui pourrait et devrait marquer un tournant décisif dans les relations franco-allemandes et dans l'ensemble des relations européennes.
 Le chancelier, dit-on, est allé très loin. Il a laissé entendre que l'acceptation par la France de la proposition Hoover qui, comme le reconnaissent même les journaux de tendance nationaliste, comporte pour elle de lourds sacrifices financiers, légitimerait certaines modifications de la politique étrangère allemande.
 Il a donné, d'autre part, un avertissement très net aux milieux nationalistes et on peut donc supposer que le gouvernement allemand fera, désormais, ce qui est en son pouvoir pour que des manifestations comme celle de Breslau ne se reproduisent plus.
 Enfin, il a nettement marqué le désir du gouvernement allemand de procéder avec le gouvernement français à un examen direct et général des relations des deux pays et de l'ensemble des questions européennes. Naturellement, les milieux libéraux allemands, socialistes et démocrates approuvent sans réserves ce qu'ils appellent un renversement de la politique extérieure allemande, mais ils expriment la crainte que la valeur réelle du geste du chancelier Brüning ne soit pas entièrement comprise en France. « Si la France, disent-ils, laissait échapper cette occasion de causer détachement et franchement avec le gouvernement allemand, la position du chancelier deviendrait immédiatement intenable.
 D'autre part, on considère, comme un signe caractéristique de détente, le crédit de 100 millions de dollars, qui vient d'être accordé à la Reichsbank par les trois grandes banques d'émission: la Banque de France, la Banque d'Angleterre, la Federal Reserve Bank de New-York et par la Banque des règlements internationaux. Ce crédit donne à l'Institut d'Allemagne la possibilité de résister efficacement à la pression qui, durant la semaine précédente, avait si fortement entamé sa réserve d'or.
 (Lire la suite page 2)

Deux aviateurs danois ont traversé l'Atlantique et atterri en Allemagne

Crefeld, 25 juin. — Les deux aviateurs danois Hiller et Holris qui avaient quitté New-York, mercredi à 7 h. 30 (heure locale), ont atterri cette après-midi, à 17 h. 30, (heure de l'Europe centrale) sur l'aérodrome de Crefeld.
 Pendant toute la traversée, ils ont eu à lutter contre le mauvais temps. Pendant treize heures ils ont volé à des hauteurs de plus de 4.000 mètres.
 Vers une heure du matin ils aperçurent la côte espagnole et continuèrent leur voyage sans atterrir à travers la France.
 La vitesse moyenne pendant la traversée a été de 150 kilomètres à l'heure. Les aviateurs se sont nourris exclusivement de chocolat.
 Après un arrêt d'une heure, à Crefeld, Hiller et Holris ont repris leur vol vers Copenhague à 18 h. 45. Leur départ s'est effectué sans incident.

Les aviateurs américains Post et Gatty ont atterri à Moscou

Berlin, 25 juin. — Les aviateurs américains Post et Gatty, qui entre-



POST (W.F.P.) GATTY
 prennent le tour du monde et qui, partis de New-York, ont atterri d'abord à Terre-Neuve, puis de là ont franchi l'Atlantique et se sont posés en Angleterre avant de se rendre à Berlin, ont quitté cette ville pour Moscou, ce matin à 7 h. 38.
 Ils ont atterri, cette après-midi, à 12 h. 30, à l'aérodrome de Moscou.

A la fin de la sixième semaine de la grève du textile

Ainsi qu'il l'a déclaré mardi à la Chambre, M. Landry, ministre du Travail, ne néglige aucun effort pour essayer de mettre fin au conflit qui désole notre région.
 Nous savons, par exemple, que le Ministre entretient avec des personnalités diverses, des conversations fort utiles qui vont lui permettre, à très bref délai peut-être, de réunir à nouveau devant lui les mandataires des industriels et des ouvriers textiles de Roubaix-Tourcoing, de faire préciser les points de vue et d'intervenir pour amener les uns et les autres à un accord.
 Nous employons avec dessein ce terme d'« accord », parce que c'est par ce moyen et non par une capitulation de part et d'autre qu'on doit se terminer le conflit, si l'on ne veut pas qu'une « paix armée » le fasse renaître plus aigue à la première occasion.
 On a le sentiment que la solution ne dépend plus actuellement d'une question de chiffre, mais d'un geste de conciliation. Ce n'est pas seulement le présent, avec ses tristesses, qui demande ce geste, c'est aussi l'avenir de notre centre, qui voit peu à peu se retirer de lui le mouvement des affaires.
 C'est le labeur également de nos patrons et de nos ouvriers; c'est la solidarité qui, au fond, et malgré des mécontentements passagers, les a toujours unis dans un commun intérêt, qui ont fait la prospérité et le développement de Roubaix, de Tourcoing et des localités voisines. Ce pacte des générations qui ont fondé nos cités va-t-il être trahi, le fruit de leur travail accumulé, va-t-il être à jamais perdu ? Allons-nous vouer au sort des citées déclinées, des villes qui faisaient par leur magnifique développement l'admiration du monde ?
 Pour s'y résigner, il faudrait n'être ni Roubaisien, ni Tourcoingnois.
 Nous ne voulons pas croire qu'au bout de cette sixième semaine de grève, un sursaut de bonne volonté, de bon sens et de fierté locale ne viendra pas inspirer les résolutions nécessaires et permettre au chant de nos métiers de proclamer: Roubaix, Tourcoing continient !
A propos des pourparlers entre les industriels indépendants et le syndicat cégétiste
 Nous avons reçu de M. Henri LeFebvre, secrétaire général du Synda-